

Réconciliation nationale : la pagaille

Tribune - Léa Ratsiazo - 22/11/14

Comme il fallait s'y attendre avec toutes les déclarations au préalable sur la réconciliation nationale, maintenant que c'est lancé, ou presque, c'est la pagaille qui prime. On n'est pas encore au fond du problème mais au moment de déterminer qui dirigera le processus. Qui du FFKM, du FFM ou du président de la République sera le chef de file du processus de réconciliation nationale ? Dans la liste des résolutions de la dernière réunion initiée par les chefs d'église, les anciens chefs d'Etat acceptent que ce soit le FFKM qui dirige le processus. L'actuel président de la République, Hery Rajaonarimampianina, annonce que c'est lui et qu'en plus il ne se sent pas concerné par les premiers 2F (fiaikenkeloka, ny fibebahana) l'aveu, la repentance, car n'ayant pas pris part aux différents troubles qui ont secoué le pays.

Olivier Rakotovazaha de la mouvance Ravalomanana comme Serge Zafimahova de la société civile ne sont pas de cet avis. Ils estiment que l'actuel président de la République en tant que ministre des Finances durant la période de la Transition est bel et bien partie prenante dans la dernière crise et donc est concerné par la réconciliation. Ainsi en tant que tel il ne peut pas être neutre et ne peut pas diriger la réconciliation. Serge Zafimahova précise que son état de président de la République élu ne peut quand même pas être remis en cause. Il est et reste chef de l'Etat quelle que soit l'issue et la suite du processus. Le processus doit commencer à la base, au fokontany qui doit élire ses représentants et ainsi de suite jusqu'au sommet, selon ce responsable. Et la déclaration sur la réconciliation qui est assimilée à la décentralisation effective n'est pas valable car la décentralisation normale est une mission de l'Etat.

Le MAPAR (miaraka amin'i prezida Andry Rajoelina), par le biais de la députée Lanto Rakotomanga rappelle que les partisans de l'ancien président de la Transition exigent la justice avant les 4F (fiaikenkeloka, ny fibebahana, ny fahamarinana ary ny fihavanana), l'aveu, la repentance, la vérité et le fihavanana. A quoi servira la réconciliation nationale sans respect de la Constitution et des lois en vigueur selon ce groupe ? Il faut en finir avec l'impunité et prouver que Madagascar est un Etat de droit d'après cette élue. Le MAPAR n'a pas expressément évoqué l'article 54 ni l'éviction de son équipe de la présidence de l'Assemblée mais tout le monde y pense et se rappelle des mécontentements des députés du MAPAR.

D'un autre côté, le VMSA (vondrona miaro sy manaja ny ara-dalana), ou plus exactement le groupe de soutien du président de la République monte également au créneau pour appuyer son chef. Voninahitsy Jean Eugène, dans son rôle habituel de soutien des dirigeants quels qu'ils soient surtout dans leur phase ascendante, affirme que le leader du processus de la réconciliation nationale ne peut être que le chef de l'Etat actuel. D'ailleurs, pour mener à bien le processus, il faut des moyens et des financements, précise-t-il, et seul le président de la République, Hery Rajaonarimampianina, est à même de les trouver. Autrement dit, si ce n'est pas le chef de l'Etat qui dirige l'opération, il n'y aura pas un sou qui va sortir de la caisse de l'Etat.

Le FFM (filankevitry ny fihavanana malagasy) dirigé par le général Rabotoarison Sylvain, pour sa part proclame qu'il dispose de la légalité pour mener le processus, avec le président de la République. Il faut quand même brosser le chef de l'Etat dans le sens du poil car il détient la clef du pouvoir. La Constitution désigne le FFM pour diriger le processus de la réconciliation nationale selon son chef. Le rôle du FFKM se limite à la collecte de propositions selon le FFM, mais il n'est pas habilité à mener le processus, précise le général Rabotoarison Sylvain, prêt à défendre son poste coûte que coûte.

Tabera Randriamanantsoa, du CRN (comité de réconciliation nationale) de son côté, note que si le FFKM est bien placé pour diriger le processus de réconciliation nationale, il doit élargir le débat et les participants mais pas se limiter aux 5 mouvances.

Maurice Beranto, en tant que citoyen selon lui, remarque que « si le FFKM en tant qu'autorité morale est bien placé pour mener l'opération, sa stratégie de fonds est discutable. Le FFKM aurait du consulter et convaincre ceux qui ont les forces exécutoires, comme l'armée, avant de se lancer. La stratégie générale et notamment la stratégie de communication du FFKM n'est pas bien pensée », selon ce citoyen. « Il a fallu déterminer les objectifs et les démarches au préalable. Il faut une démarche de réconciliation et non une démarche de réconciliation selon Maurice Beranto. Car cette dernière notion suppose qu'on va réconcilier les politiques entre eux, ce qui n'est pas valable par rapport aux enjeux. Il faut réconcilier le Malgache avec lui-même, avec son environnement, avec sa culture, avec son Histoire », explique Maurice Beranto. A l'issue du processus, Madagascar devrait pouvoir écrire son Histoire ancienne et récente. « Nous n'avons pas de livre d'Histoire digne de ce nom, selon lui. L'assassinat de Ratsimandrava, comme les crises de 1972, 1991, 2002 ou 2009 devront figurer dans les livres d'Histoire mais pas dans les rubriques pertes et profits ». Il faut savoir dédommager les victimes d'une façon ou d'une autre.

Nous ne sommes qu'au début du processus, la suite promet d'être mouvementée, comme nous sommes habitués aux spectacles donnés par les politiques, cela devrait divertir et/ou irriter la population pendant un certain temps.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-pagaille,20501.html>